

L'exposé du président, M. Paolo Wegmüller à l'Assemblée des Délégués 2011 de la Fondation Abendrot

Chers Délégués, bien chers hôtes,

C'est avec grand plaisir que je vous souhaite aujourd'hui la bienvenue à notre Assemblée des Délégués organisée cette année ici au cinéma Atelier à Bâle.

Nous avons eu un été assez mitigé côté météo. Mais sur les marchés financiers et des devises, ce sont des tornades et des tempêtes dévastatrices qui se sont déchaînées à un rythme presque quotidien au cours des dernières semaines. Et on n'en voit pas la fin.

Au cours des quinze derniers jours, j'ai réécrit à trois reprises le petit discours que je tiens tous les ans en guise d'allocution de bienvenue, parce que les événements n'ont cessé de s'aggraver et que la situation s'est avérée plus dramatique que prévue. Puis, alors que j'avais mis le point final à mon manuscrit, il nous arrive la nouvelle qu'un collaborateur d'UBS Investmentbank a détourné 2 milliards de francs. Werner Hartmann, Vice-président de notre Fondation, a décrit comme suit les sentiments qui l'animent:

il dit avoir l'impression d'être dans un avion (l'avion étant la Caisse de pension Abendrot) qui ne sait pas où atterrir parce qu'aucun aéroport n'est plus sûr et que les conditions météo sont très mauvaises partout. À cela s'ajoutent les pilotes (il veut dire les administrateurs de biens, les banques, les experts), auxquels il ne peut plus faire confiance. Les pilotes qui sont eux-mêmes désemparés et qui ne comprennent pas pourquoi l'avion leur cause tant de problèmes. Qui ne comprennent pas pourquoi ils ont foncé dans la tourmente. Partout des experts élèvent la voix et font des propositions pour sauver l'avion. Mais de nouveaux problèmes surgissent en permanence.

D'une certaine manière, nous partageons tous au Conseil de Fondation ce désagréable sentiment d'incertitude. Et pourtant, nous devons prendre des décisions, car nous sommes responsables devant vous des avoirs de vieillesse qui ont été accumulés. Nous sentons de plus en plus clairement que nous ne pouvons pas nous appuyer aveuglément sur les experts et que nous devons prendre nos décisions d'investissement en nous fondant sur notre bon sens.

Ce qui arrive en ce moment confirme en fait notre manière d'agir dans le passé. À savoir qu'il est important de garder les pieds sur la terre ferme. Pour nous chez Abendrot, cela signifie au vrai sens du terme nous appuyer sur les biens fonciers.

La plupart des experts s'accordent sur le fait que la période actuelle est plus menaçante qu'en 2008/2009. Lisez les gros titres de la presse économique, p. ex. dans le «Tagesanzeiger»: «L'été des crises de la dette» ou encore un titre percutant «Quand les furoncles éclatent», dans le commentaire de Konrad Hummler, banquier à la banque Wegelin et membre du conseil d'administration de la NZZ – et je me demande: à quoi tout cela mène-t-il?

En 2008, nous avons une bulle hypothécaire, ces hypothèques de pacotille, ces emprunts empoisonnés qui ne valaient plus rien. Et aujourd'hui?

Aujourd'hui, le passé nous rattrape. Les mesures de soutien de l'époque prises par les différents pays pour sauver leurs banques, l'augmentation massive de la quantité d'argent émis par les banques centrales, ont entraîné dans le monde entier d'énormes dettes.

Et nous avons maintenant cette monstrueuse crise de la dette qui se propage de manière quasi exponentielle.

Mais quelle est à vrai dire la cause profonde de cette crise de la dette?

Je pense que la raison est à rechercher dans le déséquilibre des économies nationales. Daniel Binswanger l'a très bien expliqué dans l'un de ses commentaires de la revue «Magazin». Je cite des passages de son article.

«Aux États-Unis, l'inégalité des revenus et des salaires a pris au cours des trente dernières années des proportions inégalées depuis les années vingt. Pour compenser la baisse du niveau de vie, les classes moyennes et populaires se sont surendettées de manière irresponsable. Avec cela, une industrie financière sans cerveau ni régulation les a massivement aidées et a touché un pactole. Après l'éclatement de la bulle du crédit (ces hypothèques sans valeur), l'État a dû monter au créneau. Et cela a conduit aujourd'hui à un endettement public et à une situation qu'il faut considérer comme précaire.

En Europe, l'écart entre les couches sociales est moins important que l'écart entre les pays de la zone Euro. Par ses exportations massives, le Nord compétitif a acculé les pays du Sud au mur. Et les pays du Sud se sont endettés de manière irresponsable pour combler la différence de niveau de vie avec le Nord, ici encore avec l'aide d'un secteur financier sans cervelle et sans règles. Et du coup, de nombreux pays en Europe sont confrontés à une situation catastrophique de leur dette.

Mais pourquoi est-ce si difficile de prendre des contre-mesures? **Parce que l'on n'est pas disposé à une action solidaire.** En Amérique, les Républicains luttent farouchement contre l'augmentation des impôts des plus fortunés. Notons que certains multimillionnaires, comme Warren Buffet, pensent que les riches ne paient pas assez d'impôts aux USA. En Europe, les pays du Nord s'opposent à l'introduction d'eurobonds (euro-obligations) – même si le Sud ne pourra pas sortir de la crise sans que le Nord ne garantissent une partie de ses dettes. Les pays riches refusent jusqu'à présent toute concession, même si cela veut dire que l'euro volera en éclats. On ne trouvera de solution que si la politique procède à un équilibrage minimal entre riches et pauvres, forts et faibles.

Tout le monde sait qu'on ne pourra jamais payer les dettes aux États-Unis comme en Europe. Mais tout le monde a peur de l'avouer publiquement. Tout le monde a peur que les banques, qui ont souscrit des emprunts d'État à hauteur de milliards, s'effondrent si les dettes doivent être effacées. Cela se voit au fait que les actions bancaires sont véritablement en chute. Des pertes de 40 à 60 % essuyées par les actions de grandes banques européennes sont monnaie courante. Les banques

françaises, espagnoles et italiennes sont en chute libre. Et je ne dis rien des banques irlandaises et grecques.

Depuis plus d'un an se suivent en permanence des réunions de crise entre les ministres des Finances, les directeurs de banques centrales et les chefs de gouvernement. Les communiqués, les entretiens téléphoniques entre gouvernements sont rendus publics à un rythme de plus en plus rapide, le tout dans un seul but: **restaurer la crédibilité du système financier.**

Comme s'il n'y avait pas d'autres problèmes sur terre. Dans sa dernière lettre circulaire, Konrad Hummler cite même la Bible, car il y est dit que l'homme ne doit pas servir Mammon, mais que tout au plus Mammon devrait servir l'homme.

Nous en sommes aujourd'hui au point que Monsieur Obama ou Madame Merkel ou Monsieur Papandreou ne sont en fait plus pris au sérieux. Sans parler des experts en économie du FME ou du FMI.

Konrad Hummler de la banque Wegelin décrit très bien les choses: l'argent est un reflet de notre monde réel, afin que nous puissions assurer plus facilement l'échange de marchandises et de services et la préservation des valeurs. Mais cet argent doit avoir une qualité essentielle:

l'argent doit être crédible. Il doit demeurer un reflet et ne pas devenir lui-même une marchandise.

Il est manifeste que les gens accordent soudainement à nouveau plus de crédibilité à l'or, sinon le prix de l'or n'atteindrait pas des sommets toujours plus élevés.

Nous ne pouvons malheureusement pas attendre des politiciens un renforcement ou une restauration de la crédibilité. Par leur action, les politiciens ont précisément vidé de sa substance le système monétaire actuel. Restent encore les banques centrales. Quand on voit comment l'UDC s'est acharnée sur la BNS, on peut imaginer que la politique menace d'intervenir à ce niveau aussi et qu'elle mette en danger l'indépendance d'une telle institution. La Banque centrale européenne a déjà perdu cette indépendance et est devenue le pion des politiques.

Nous constatons donc un immense endettement mondial, un surendettement. Que peut-on faire? De la remise d'une partie des dettes à la faillite, tout est envisageable. Mais toutes les mesures sont douloureuses et ont des conséquences spécifiques. Trouver des solutions dépasse de loin le cadre de mon exposé. Mes développements montrent toutefois clairement qu'il n'existe pas de solutions simples.

Il y a bien l'un ou l'autre banquier qui nous conseille, ou me conseille de ne pas acheter si possible de devises étrangères. Ils disent que les opérations de couverture des devises, ce qu'on appelle le hedging, sont des opérations surtout destinées aux banques d'investissement. Ils s'attendent à une désagrégation de la zone Euro et à ce que les grandes banques européennes doivent être nationalisées. Cela signifierait que les banques seraient alors scindées, avec d'un côté les opérations de détail absolument indispensables, à savoir comptes salariaux, compte d'épargne, crédits hy-

pothécaires et crédits commerciaux. Et avec de l'autre côté le secteur de l'investissement, qui serait mis en liquidation. Et les opérations de couverture des devises se font par le biais des banques d'investissement. Les garanties de devises n'auraient alors plus beaucoup de valeur. Comme je le disais, c'est l'opinion d'un banquier, mais qui nous a déjà conseillé il y a cinq ans de sortir du dollar US, de la livre sterling et de l'euro.

Dans cet environnement difficile, nous avons tenté au sein du Conseil de Fondation de parvenir à des décisions. Juste avant les vacances d'été, nous avons décidé de vendre un tiers de nos placements en euros (à une moyenne de 1,22) et de couvrir – par hedging, comme disent les experts – toutes les devises à l'exception des couronnes norvégienne et suédoise. Ceci nous a permis à mes collègues du Conseil de Fondation et à moi-même de retrouver le sommeil et la tranquillité. Aujourd'hui encore, je ne crois pas vraiment au scénario catastrophe décrit plus haut.

Nous constatons que nos administrateurs de patrimoine, même s'ils font bien leur travail, n'ont pas non plus la recette de la potion magique. Parfois, je pense même que nous, au Conseil de Fondation, réussissons même à faire un bien meilleur bouillon. Nous essayons de placer l'argent de nos assurés en écoutant la voix de la raison et du bon sens.

À mon avis, il s'agit essentiellement dans des périodes comme celles-ci de préserver le capital, le rendement est secondaire. Le rendement est naturellement important dans la mesure où nous devons faire porter des intérêts à vos fonds, et je rappelle que nous appliquons le même taux d'intérêt de 2 % aux avoirs obligatoires comme surobligatoires.

Nous serons alors en mesure, même en ces temps difficiles, de renforcer nos provisions techniques.

Comme il ressort du rapport annuel, nous disposons désormais de provisions pour l'allongement de l'espérance de vie des assurés actifs et des retraités. Nous avons également constitué une provision pour le taux de conversion trop élevé, etc. Au total, nous avons constitué en 2010 des provisions de ce type pour un montant de près de 6 millions et nous disposons fin 2010 de quelque 40,5 millions consacrés à de telles réserves.

À la fin du mois d'août, notre performance est tombée à moins (-) 1,69 %. Et le mois de septembre a l'air tout aussi mauvais que les mois précédents. L'euro est certes plafonné à 1,20, mais personne ne sait combien de temps la BNS pourra tenir.

Pour l'instant, la Suisse va encore très bien. Nous sommes un îlot de bienheureux et nous nous lamentons en ce moment du haut de notre prospérité. Mais si tout s'effondre autour de nous, cela aura aussi des conséquences pour nous ici en Suisse.

Au sein du Conseil de Fondation, nous commençons désormais à engager la relève. Vous avez constaté en lisant note invitation que Hansueli Stauffer, le père de la Fondation Abendrot, quitte le Conseil de Fondation. Il demeurera heureusement au

Conseil à l'avenir en qualité de gérant. Je reviendrai plus tard sur ce départ. Moi-même, je quitterai le Conseil de Fondation fin 2012 pour prendre une retraite anticipée. D'autres retraits sont à prévoir au cours des deux ou trois années à venir. Il nous importait donc de trouver des femmes et des hommes compétents pour prendre la relève au sein du Conseil de Fondation. Et je suis très heureux que nous puissions vous présenter aujourd'hui avec nos nouvelles suppléantes deux femmes qui ont toutes les qualifications requises pour siéger au Conseil d'une Fondation collective qui gère près d'un milliard de francs.

Notre Fondation est bien armée, saine, dotée d'une politique d'investissement considérée comme exemplaire dans un large rayon, avec de bonnes prestations pour ses assurés. J'ai confiance en ce que nous surmonterons ces tourmentes aussi sans dommage.

Il ne me reste plus qu'à remercier tous les collaborateurs, les membres de la Section Immobilier et mes collègues au Conseil de Fondation pour leur immense engagement.

15/9/2011